



CABINET GILLES HUBERT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

A.L.J.

ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

89, AVENUE HENRY BARBUSSE - 93120 LA COURNEUVE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

Mesdames, Messieurs

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point, exposé dans la note « EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE » de l'annexe des comptes annuels, concernant le traitement de la subvention obtenue dans le cadre de la convention pluriannuelle avec le Département de la Seine Saint Denis.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

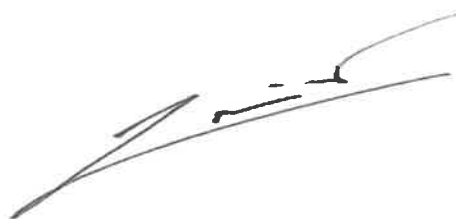
informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 23 avril 2021,

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet Gilles HUBERT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Guilhem PRINCÉ', written over a light blue horizontal line.

Guilhem PRINCÉ

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES

COMPTES ANNUELS CLOS

LE 31/12/2020



Société d'Expertise Comptable
SARL AU CAPITAL DE 150.000 EUROS
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES
DE LA REGION PARISIENNE – ILE DE FRANCE

60 rue Castagnary
75015 PARIS
Téléphone / 01 56 08 02 76
laurent@auditenligne.fr
SIRET 499 216 349 000 47 – NAF 6920Z

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES

89 AVENUE HENRI BARBUSSE

93120 LA COURNEUVE

Bilan Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

édité le 20/04/2021

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Présenté en Euros

Edité le 20/04/2021

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	18 475	10 999	7 476	2,06	1 601	0,67
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	13 582		13 582	3,74	11 224	4,69
TOTAL (I)	32 057	10 999	21 058	5,80	12 825	5,36
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	71 081	46 728	24 353	6,71	29 209	12,22
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	13 912		13 912	3,83	9 630	4,03
. Personnel						
. Organismes sociaux					7	0,00
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	46 680		46 680	12,87	73 180	30,61
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	255 579		255 579	70,45	113 111	47,31
Charges constatées d'avance	1 224		1 224	0,34	1 128	0,47
TOTAL (II)	388 476	46 728	341 748	94,20	226 265	94,64
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	420 533	57 727	362 806	100,00	239 089	100,00

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES
BILAN PASSIF

page 3

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Présenté en Euros

Edité le 20/04/2021

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	94 699	26,10	73 232	30,63
Résultat de l'exercice			21 467	8,98
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	94 699	26,10	94 699	39,61
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 924	1,63	5 310	2,22
TOTAL (II)	5 924	1,63	5 310	2,22
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement	110 487	30,45		
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)	110 487	30,45		
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	19 638	5,41	18 775	7,85
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	97 323	26,83	85 908	35,93
Autres	34 735	9,57	34 398	14,39
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	151 696	41,81	139 080	58,17
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	362 806	100,00	239 089	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES
COMPTE DE RÉSULTAT

page 4

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Présenté en Euros

Edité le 20/04/2021

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:										
Ventes de marchandises										
Production vendue de biens										
Prestations de services	314 092		314 092	100,00	310 983	100,00	3 109		1,00	
Montants nets produits d'expl.	314 092		314 092	100,00	310 983	100,00	3 109			1,00
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:										
Production stockée										
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation			484 057	154,11	410 785	132,09	73 272		17,84	
Cotisations			1 337	0,43	1 379	0,44	-42		-3,04	
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs										
Autres produits			2 001	0,64	9	0,00	1 992		N/S	
Reprise sur provisions, dépréciations					2 932	0,94	-2 932		-100,00	
Transfert de charges			7 813	2,49	5 290	1,70	2 523		47,69	
Sous-total des autres produits d'exploitation			495 207	157,66	420 395	135,18	74 812		17,80	
Total des produits d'exploitation (I)			809 300	257,66	731 378	235,18	77 922		10,65	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun										
Exédent transféré (II)										
PRODUITS FINANCIERS:										
De participations										
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif										
Autres intérêts et produits assimilés										
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges										
Différences positives de change			38	0,01	122	0,04	-84		-68,84	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement										
Total des produits financiers (III)			38	0,01	122	0,04	-84		-68,84	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:										
Sur opérations de gestion										
Sur opérations en capital										
Reprises sur provisions et transferts de charges										
Total des produits exceptionnels (IV)										
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			809 338	257,68	731 500	235,22	77 838		10,64	
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT										
TOTAL GENERAL			809 338	257,68	731 500	235,22	77 838		10,64	
CHARGES D'EXPLOITATION:										
Achats de marchandises										
Variations stocks de marchandises										
Achats de matières premières et autres approvisionnements										
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements										
Autres achats non stockés			40 342	12,84	39 417	12,67	925		2,35	
Services extérieurs			358 893	114,26	347 700	111,81	11 193		3,22	
Autres services extérieurs			38 263	12,18	29 525	9,49	8 738		29,60	
Impôts, taxes et versements assimilés			176	0,06			176		N/S	
Salaires et traitements			128 283	40,84	151 313	48,66	-23 030		-15,21	
Charges sociales			48 549	15,46	61 144	19,66	-12 595		-20,59	
Autres charges de personnel			1 635	0,52	-73	-0,01	1 708		N/S	
Subventions accordées par l'association										

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES
COMPTE DE RÉSULTAT

page 5

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Présenté en Euros

Edité le 20/04/2021

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	763	0,24	684	0,22	79	11,55
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	22 101	7,04	16 649	5,35	5 452	32,75
.Pour risques et charges : dotation aux provisions	614	0,20			614	N/S
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées	110 487	35,18			110 487	N/S
Autres charges	59 163	18,84	63 638	20,46	-4 475	-7,02
Total des charges d'exploitation (I)	809 268	257,85	709 997	228,31	99 271	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	70	0,02	35	0,01	35	100,00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	70	0,02	35	0,01	35	100,00
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	809 338	257,68	710 032	228,32	99 306	13,99
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			21 467	6,90	-21 467	-100,00
TOTAL GENERAL	809 338	257,68	731 500	235,22	77 838	10,64

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

ASSOC. POUR LE LOGEMENT DES JEUNES

89 AVENUE HENRI BARBUSSE

93120 LA COURNEUVE

ANNEXES

Aux comptes annuels présentées en EUROS

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

édité le 20/04/2021

Préambule

Située à La Courneuve, l'association pour le logement des jeunes (Alj) propose des logements l'insertion aux jeunes de 18 à 30 ans habitant le territoire de Plaine Commune inscrit dans un processus d'insertion. Bien plus qu'un toit, l'association assure aux jeunes un suivi et un soutien dans la construction de leur projet de vie grâce à un accompagnement social soutenu et régulier. Pour mener à bien sa mission, l'association dispose d'un parc de logement loué auprès de bailleurs sociaux.

Les jeunes suivis par l'ALJ sont accompagnés par des assistantes sociales.

L'exercice social clos le 31/12/2020 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2019 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 362 805,67 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 0 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par la Direction de l'association.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

L'association a signé le 16 novembre 2020 une convention pluriannuelle sur 3 ans soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 avec le Département de la Seine-Saint-Denis. Le coût total estimé éligible du programme d'actions pour l'année 1 (2020) de la convention est évalué à 230.000 Euros conformément aux budgets prévisionnels. Au 31/12/2020, l'ALJ doit obtenir un reliquat de paiement de 46.000 Euros perçu en 2021 mais il a été constaté en produit à recevoir sur cette année 2020.

Cette subvention a été accordée par le Département afin de contribuer financièrement en contre partie d'une réservation de 36 places en logement passerelle pour le public jeune ASE ou sortant d'ASE et orienté par le Département.

Pour les deux dernières années de la convention (2021 et 2022), un avenant sera approuvé chaque année par l'assemblée délibérante du Département qui précisera les montants de la subvention annuelle, les conditions de versement de la subvention ainsi que les modalités de calcul de la subvention en fonction de l'activité réalisée.

Afin de mener à bien cette mission l'ALJ a souhaité créer deux nouveaux postes début 2020. Un poste d'assistante sociale et un poste de maîtresse de maison.

Les procédures de recrutements engagés en 2020 n'ont malheureusement pas abouti notamment en raison de la crise sanitaire du covid.

Début 2021, l'association a pu pourvoir le poste de maîtresse de maison, mais reste toujours en attente de candidats pour le poste d'assistante sociale.

Les fonds attribués de la convention de l'année 2020 n'ont pas été totalement dépensés en raisons des problèmes de recrutement retardés mais aussi par la perception tardive des 80% des fonds le 17 décembre 2020.

Le remboursement partiel de la subvention n'a pas été inscrit dans les comptes de l'année 2020 car le Département de la Seine Saint Denis a autorisé, en date du 16 avril 2021, le report de l'excédent de la subvention en 2021.

Ce report a été comptabilisé en fonds dédiés afin de permettre le paiement des charges de fonctionnement courantes de l'association sur l'exercice 2021, dans l'attente du versement de la subvention au titre de 2021.

Au 31/12/2020 le montant des fonds dédiés au passif du bilan est de 110.486,73 Euros par le compte de charge de gestion 689400 Engagements à réaliser. (Action avec le Département de la Seine Saint Denis).

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels au 31/12/2020 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014 -03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Pour l'établissement des comptes annuels, le passage entre le règlement CRC 1999-01 et l'ANC 2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

En pratique, il s'agit davantage de changements de présentation, ayant un impact notamment sur la colonne N-1 (exercice 31/12/2019). Ces reclassements n'ont d'impact ni sur le résultat de l'association, ni sur le total de ses produits ou de ses charges d'exploitation, ni sur le total bilan de l'association de l'exercice 2019 présenté dans les comptes annuels 2020.

Les conventions générales ont été appliqués dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Les mesures de confinement adoptées en France à compter de mars 2021 n'ont pas impacté l'activité de l'association. L'association a continué de fonctionner en mettant en place du télétravail et les gestes barrières.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Matériel de transport	de 03 à 10 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes pour un cumul de 5.924 Euros.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	11 836	6 639		18 475
Immobilisations financières	11 224	2 358		13 582
TOTAL	23 060	8 996		32 057

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport	5 300	233		5 533
Matériel de bureau et informatique	4 936	531		5 467
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	10 236	764		11 000
TOTAL GENERAL (I+II+III)	10 236	764		11 000

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	13 582		13 582
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	71 081	71 081	
Autres créances	46 680	46 680	
Charges constatées d'avance	1 224	1 224	
TOTAL	132 567	118 985	13 582

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	46 000
Autres produits à recevoir	
TOTAL	46 000

3.5 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	24 627	22 101		46 728
Comptes financiers				
TOTAL	24 627	22 101		46 728

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds associatifs

Postes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise:				
Valeur du patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apport sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme (1)				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves:				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves (2)	73 232	21 467		94 699
SOUS TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)	73 232	21 467		94 699
Fonds associatifs avec droit de reprise:				
Apport avec droit de reprise				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
SOUS TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II)				
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)	73 232	21 467		94 699

(1) Préciser que la ou les subventions sont maintenues au passif car il s'agit d'un bien renouvelable par l'association

(2) Dont réserve pour projet associatif

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées - à l'exercice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		94 699
SOLDE		94 699

4.3 - Analyse des fonds dédiés

Nature des fonds	A l'ouverture	Aug. Engag. à réaliser s/ subv Attribuées	Diminutions fonds dédiés util. au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au - 2 ans
CONVENTION DEPARTEMENT SEINE S		110 487		110 487	
TOTAL		110 487		110 487	

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	5 310	614		5 924
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	5 310	614		5 924
TOTAL GENERAL (I+II)	5 310	614		5 924
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		614		
- financières				
- exceptionnelles				

4.5 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	19 638	19 638		
Fournisseurs	97 323	97 323		
Dettes fiscales & sociales	33 317	33 317		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 418	1 418		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	151 696	151 696		

4.6 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes étab. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	13 872
Dettes fiscales & sociales	16 759
Autres dettes	
TOTAL	30 631

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés

Les fonds attribués de la convention du département de la Seine Saint Denis de l'année 2020 de 130.000 Euros n'ont pas été totalement dépensés en raisons des problèmes de recrutement retardés mais aussi par la perception tardive des 80% des fonds le 17 décembre 2020. Le montant de l'excédent de 110.486,73 Euros a été constaté en fonds dédiés.

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Lister

Néant

6.1.2 - Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Lister

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
Total		

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 5.924 Euros.

6.3 - Rémunération des cadres dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 93.698 E.

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération. Ils exercent cette activité à titre bénévole.

6.4 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non Cadres	3	
TOTAL	4	0

6 - Autres informations (suite)

6.5 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5.736 E.